

**Point de presse de la porte-parole -
Droits de l'Homme/Journée
mondiale contre la peine de mort -
Coopération/Participation de M.
Jean-Baptiste Lemoyne à la réunion
de la commission nationale de la
coopération décentralisée -
Culture/Ouverture de «Francfort en
français» : l'invitation d'honneur de
la France à la Foire du livre de
Francfort - République
démocratique du Congo/Attaques
contre la population civile et la
MONUSCO**

(Paris, 10 octobre 2017)

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a rappelé la déclaration du ministre et fait les déclarations suivantes :

1 - Droits de l'Homme- Journée mondiale contre la peine de mort (déclaration du ministre du 6 octobre 2017)

À l'occasion de la 15ème journée mondiale contre la peine de mort et du 40ème anniversaire de la dernière exécution en France, la France rappelle son attachement à l'abolition universelle de la peine de mort.

La France est opposée à la peine de mort, en tous lieux et toutes circonstances. Elle est engagée en faveur de l'abolition universelle de ce châtimeur injuste, inhumain et inefficace et appelle tous les États appliquant encore la peine de mort à établir un moratoire en vue d'une abolition définitive.

Nous saluons ainsi la décision de la Mongolie, effective depuis le 1er juillet 2017, d'abolir définitivement la peine de mort, ainsi que l'engagement à l'abolir pris par le président gambien Adama Barrow devant les Nations unies le 21 septembre. Nous saluons également l'abolition en 2016 de la peine de mort pour tous les crimes au Bénin et à Nauru et l'adoption par la Guinée d'un nouveau code pénal ne prévoyant plus ce châtimeur.

Nous souhaitons marquer notre préoccupation quant au recours persistant à la peine de mort, notamment en Chine, en Iran, en Arabie Saoudite, au Pakistan, en Irak, et aux États-Unis, ou à la reprise des exécutions au Nigéria, à Bahreïn, au Koweït ou en Jordanie. La France est

également préoccupée par la volonté des autorités des Philippines de réintroduire la peine de mort, après son abolition en 2006.

Pour marquer cet événement, une série d'interviews télévisées sera organisée au Quai d'Orsay le 10 octobre à partir de 18h et retransmise en direct sur les réseaux sociaux. Ces échanges seront centrés sur le thème de la peine de mort et de la pauvreté et bénéficieront des témoignages de Me Shreya Rastogi, avocate indienne ; M. Joaquin José Martinez, ancien condamné à mort aux États-Unis, innocenté ; Me Taieb Bessadok, avocat de Maher Manai, ancien condamné à mort tunisien et M. Urbain Yamaego, coordinateur de la coalition contre la peine de mort du Burkina Faso. Il est possible de suivre cet événement sur Facebook : https://www.facebook.com/events/172375909979392

Une conférence ouverte au public autour de ces mêmes intervenants sera par ailleurs accueillie dans la matinée par le conseil national des barreaux, en partenariat avec l'association «Ensemble contre la peine de mort», l'organisation internationale de la Francophonie et le ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

2 - Coopération - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la réunion de la commission nationale de la coopération décentralisée (Paris, 9 octobre)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, a ouvert le 9 octobre la deuxième session plénière de 2017 de la commission nationale de la coopération décentralisée. À cette occasion, un message du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, en déplacement au Maroc, a été lu, soulignant l'importance centrale de la coopération décentralisée comme outil de l'influence française, en prenant notamment pour exemple le Maroc : dans ce pays, près de 50 partenariats sont actifs et 10 de nos capitales régionales sont présentes, un dispositif d'appel à projets avec un financement conjoint vient appuyer cette coopération, un cycle de formation des fonctionnaires territoriaux marocains est à l'oeuvre. Enfin, il y a moins d'un an, les dernières assises franco-marocaines ont réuni près de 200 participants français.

Rapprochement des peuples, développement du sud, lutte contre le changement climatique, expansion économique, attractivité des territoires, francophonie, les facettes de la coopération décentralisée sont multiples.

Rattachée au Premier ministre, la commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) rassemble à parité des représentants des associations nationales de collectivités locales et de tous les ministères concernés par la coopération décentralisée (16 membres titulaires et 16 membres suppléants pour chacune de ces catégories). Elle peut formuler toutes propositions visant à améliorer et renforcer les modalités d'exercice de la coopération décentralisée.

Le secrétaire d'État et le vice-président de la commission, M. François Rebsamen, maire de Dijon, ont mis l'accent sur la contribution des collectivités territoriales à l'aide publique au développement et insisté sur le rôle des élus, de leurs associations et de leurs réseaux.

Les débats ont notamment porté sur l'évolution de l'aide au développement des collectivités territoriales, la contribution des territoires au développement durable, la mobilité des jeunes et le volontariat. Un point a été fait sur le Brexit et la situation dans l'Afrique sahélienne, zone dans laquelle les collectivités territoriales françaises s'impliquent fortement.

Des assises de la coopération décentralisée seront organisées en 2017 et en 2018, à Madagascar, en Haïti, en Pologne, au Japon et en Chine.

Cette réunion a été l'occasion de présenter Mme Christine Moro, ambassadeur pour l'action extérieure des collectivités territoriales, nouvellement nommée à la tête de la délégation pour l'action extérieure du ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Cette délégation met en oeuvre la stratégie de soutien à la coopération décentralisée (appels à projet, fonds géographiques paritaires) en complémentarité avec l'action de l'ensemble des partenaires.

Pour plus d'informations sur l'action extérieure des collectivités locales françaises :

http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/

3 - Culture - Ouverture de «Francfort en français» : l'invitation d'honneur de la France à la Foire du livre de Francfort (10 octobre)

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a mandaté l'Institut français pour concevoir et animer le pavillon français de la Foire du livre de Francfort.

Du 10 au 15 octobre, la France est à l'honneur de cette Foire, premier rendez-vous international marchand de l'industrie du livre. Près de 300 maisons d'éditions françaises et plus de 130 auteurs d'expression française sont attendus.

Le pavillon français accueille «Francfort en français» qui met à l'honneur la langue française dans toute la diversité des littératures qu'elle inspire, en France et sur tous les continents. Le pavillon met également l'accent sur le livre jeunesse et a invité huit startups sélectionnées pour leur innovation de rupture dans le domaine de l'écrit et de l'édition.

La promotion du livre français à l'export est une priorité de notre diplomatie culturelle. 18,5% du chiffre d'affaires de l'édition française est réalisé à l'export et le nombre de cessions de droits a plus que doublé sur les dix dernières années.

Plus d'informations sur le site France diplomatie : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/evenements/article/la-france-invitee-d-honneur-de-la-foire-du-livre-de-francfort-20-06-17

4 - République démocratique du Congo - Attaques contre la population civile et la MONUSCO (9 octobre 2017)

La France condamne les attaques perpétrées les 8 et 9 octobre dans la région de Béné, en République démocratique du Congo (RDC), contre la population civile et la MONUSCO. Ces attaques ont entraîné la mort de deux casques bleus, d'une vingtaine de civils et ont fait de nombreux blessés. La France présente ses condoléances aux familles des victimes et appelle à ce que toute la lumière soit faite sur ces exactions afin que leurs responsables en répondent devant la justice.

La France réitère son plein soutien à l'action stabilisatrice de la MONUSCO et de ses contingents. Elle est préoccupée par la résurgence des violences récemment constatée dans l'Est de la RDC. Pour la paix et la stabilité du pays, la France appelle à nouveau à la mise en oeuvre urgente et dans son intégralité de l'accord politique du 31 décembre 2016, afin que soient organisées, dans les plus brefs délais, des élections crédibles et inclusives./.